



30 mars 2020 - Investir dans la santé, aujourd'hui et demain

La propagation de la pandémie de coronavirus met en évidence les problèmes créés par les politiques de sous-financement, de privatisation et de marchandisation au sein des systèmes de santé.

Cette crise, inattendue mais non imprévisible, a été aussi et surtout déterminée par les mesures d'austérité imposées par les politiques de l'Union européenne, à travers des recommandations visant uniquement le respect des paramètres budgétaires.

Les gouvernements nationaux ont procédé à une réduction des dépenses publiques, en particulier dans le domaine de la protection sociale et de la santé. Cette approche a favorisé le marché et conduit à une stratification de la qualité des soins : aujourd'hui, on constate des inégalités importantes dans l'accès aux soins de santé, lié au statut socio-économique des personnes.

Ces choix ont entraîné la suppression du nombre de lits disponibles dans les hôpitaux de nombreux pays et en parallèle la réduction et la précarité du personnel pour atteindre les objectifs de réduction des coûts dans la santé.

Les soins de santé sont devenus de plus en plus privatisés et liés au marché. Les politiques de santé se sont focalisées presque exclusivement sur la production d'un nombre toujours croissant de prestations de soins, sans prendre en considération les besoins de la population. Des volumes d'actes élevés signifient des revenus ou des remboursements élevés pour le secteur commercial, mais il ne reflète pas ce à quoi devrait ressembler un système de santé fondé sur les besoins et les droits. Tout cela a conduit à la création de systèmes qui se basent sur le coût artificiellement estimé de la pathologie et non sur les besoins réels de santé et les réponses à y apporter.

Face à une urgence comme celle que nous vivons, il est désormais clair que seule une intervention sanitaire hors des lois du marché, gérée et financée par le système public, est suffisamment forte pour protéger l'ensemble de la population, de manière généralisée, et mener des campagnes de prévention coordonnées. La prévention permet en fin de compte de réduire le nombre de personnes malades, ce qui n'est pas dans l'intérêt d'un système de santé axé sur le profit. Toutefois, la pandémie offre à certains acteurs des possibilités de tirer profit de l'achat d'équipements et de médicaments, de la fourniture de tests, etc. Nous constatons que certains gouvernements, afin de pouvoir réagir à la situation et de surmonter les faiblesses des systèmes de santé publique, passent des contrats avec des prestataires de santé privés sans aucune transparence ni négociation.

Pour cette raison, le Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale et People's Health Movement réaffirme qu'il est essentiel, aujourd'hui plus que jamais, de créer un système de santé public européen, solide, solidaire, de qualité et accessible à toute la population. Ce système doit être financé par des ressources publiques, par le biais d'impôts ou de cotisations sociales, selon les pays, pour permettre une réponse complète et universelle aux besoins de santé. Il doit également être fondé sur la solidarité au sein de la population et entre les pays européens, plutôt que sur les intérêts privés des actionnaires.

Les États membres doivent faire de la protection sociale et de la santé une priorité dans leurs budgets, qui ne sont pas soumis à des contraintes bureaucratiques. Il est particulièrement important que ces budgets soient suffisamment financés pour répondre aux problèmes de santé auxquels nous serons de plus en plus confrontés à l'avenir : vieillissement de la population, chronicité, handicap, fragilité sociale, santé mentale, santé au travail, etc. C'est possible par une harmonisation sociale à l'échelle européenne, ainsi que par la lutte contre l'évasion fiscale en instaurant des régimes de contributions progressives pour l'ensemble de l'Union européenne.

Cela nécessite aussi que la santé ne peut être considérée de manière séparée des autres secteurs. Les effets sur la santé devraient être l'un des critères d'évaluation de toutes les politiques européennes.

Le 7 avril, journée mondiale de la santé, des actions décentralisées sont organisées dans toute l'Europe. Pour la cinquième année consécutive, le Réseau européen et PHM appelle les citoyens, les travailleurs de la santé, les associations... à se rassembler à l'occasion de la Journée d'action contre la commercialisation de la santé.

La pandémie du COVID-19 nous oblige à annuler tous les rassemblements et actions avec un contact physique.

Nous appelons donc chaque citoyen.ne à manifester son soutien en "propageant la solidarité, pas le virus".

Comment ? Par une action « drap blanc » le 7 avril :

- 1. Accrochez vos messages sur un drap blanc dans un endroit visible ou faites une pancarte à la maison**
- 2. Prenez-vous en photo avec vos messages**
- 3. Partagez-les**
 - sur les réseaux sociaux avec le hashtag #health4all et/ou #santépourtous et adressez-le à vos responsables politiques
 - sur la carte interactive ici bit.ly/Agir4Health

Le Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale - <http://europe-health-network.net/> - Tél. +32499 42 44 48 - europeanhealthnetwork@gmail.com

People's Health Movement Europe - <https://phmovement.org/> - ana@phmovement.org